

REPUBLIQUE DU SENEGAL

**AUTORITE DE REGULATION DES
MARCHES PUBLICS
(ARMP)**

COMMUNE DE MBACKE

**REVUE INDEPENDANTE DE LA CONFORMITE
DE LA PASSATION DES MARCHES AU TITRE
DE LA GESTION 2009**

RAPPORT FINAL

(mars 2011)

BSC
BUSINESS SYSTEM
CONSULTING GROUP
(Conseil - Audit - Expertise)

12 , Rue Saint Michel BP 11 616 Dakar Tél (221) 33 821 41 72 Fax (221)33 822 95 03 E mail bsc@arc.sn

Dakar, le 29 mars 2011

**Monsieur le Directeur Général de l'Autorité de
Régulation des Marchés Publics (ARMP)
Rue Alpha Hachamiyou Tall Angle Kléber
Dakar**

Monsieur le Directeur Général,

Conformément à la mission que vous nous avez confiée, nous avons procédé à la vérification des processus de passation, d'exécution, de suivi (administratif, financier et technique) et de contrôle des marchés conclus par la Commune de Mbacké pour la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2009.

Il s'agit, dans le cadre de cette mission, de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Nouveau Code des Marchés Publics et ses textes d'application afin d'exprimer une opinion motivée sur l'adéquation des procédures de passation des marchés et de gestion des contrats conclus par la Commune de Mbacké avec les dispositions dudit code.

Notre examen effectué conformément aux normes d'audit généralement admises sur le plan international (normes IASB) a comporté les sondages et autres procédés de vérification que nous avons jugés nécessaires en la circonstance.

Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que :

- les marchés attribués au cours de la période sous revue ont été passés de manière transparente et régulière conformément aux dispositions du Code des Marchés Publics et que la mise en œuvre de ces procédures ne comporte pas d'anomalies significatives ;
- l'exécution financière des marchés est effectuée conformément aux dispositions contractuelles et à la réglementation en vigueur ;

- les procédures de contrôle de la matérialité des transactions et de suivi de leur exécution physique sont adéquates et permettent de s'assurer de la réalisation des marchés conformément aux prescriptions techniques et aux normes prévues.

Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après. Ces travaux appellent de notre part les remarques et observations ci - après:

1. Réserves

- a) des achats de médicaments par entente directe non autorisée ont été effectuées pour un montant de 32 773 193 F CFA alors que, dans le cas d'espèce, la Commune aurait pu prendre les dispositions utiles pour obtenir cette autorisation de la DCMP d'autant plus que les conditions de l'entente directe sont réunies au regard des dispositions de l'article 76 – 2 du CMP et des arrêtés N° 8402 et N° 10 718 du Ministre de la Santé fixant respectivement les modalités de l'approvisionnement pharmaceutique des services et formations sanitaires et les listes nationales des médicaments et produits essentiels ;
- b) un achat de tickets de perception d'un montant de 12 500 000 F CFA a été effectué par entente directe non autorisée en violation des articles 75 et 76 du CMP ;
- c) les travaux d'entretien du réseau d'éclairage ont été attribués pour un montant de 15 000 000 F CFA par entente directe non autorisée en violation des articles 75 et 76 du CMP;
- d) un rabais global de 61,95 % en valeur relative et de 25 980 000 F CFA en valeur absolue a été consenti par l'entreprise GENITEC, attributaire du marché relatif aux travaux d'extension du réseau d'éclairage public de MBACKE (entre la station Touba Oil et l'ancien stade). Ce rabais a eu pour effet de ramener l'offre financière de GENITEC de 41 936 300 F CFA à 38 261 300 F CFA puis à 15 956 300 F CFA, montant qui reste supérieur à l'enveloppe budgétaire allouée à cette opération. Ces rabais successifs ont été effectués en violation des dispositions de l'article 69 du CMP qui interdit toute négociation sur les marchés de fournitures et de travaux et de l'article 9 du CMP relatif à l'existence de crédits budgétaires préalables. Ces ajustements de prix, qui ne constituent pas des offres rectificatives envoyées comme telles et dans les formes requises, ont été effectués par deux courriers transmis au Maire de la Commune de MBACKE le 6 juillet 2009 avant l'ouverture des plis. Ces courriers font tous les deux référence à un devis N° 021 / 09 dont le montant passe, comme indiqué ci – avant, de 41 936 300 F CFA à 38 261 300 F CFA d'une lettre à l'autre. Ce procédé participe, à notre avis, manœuvres tendant à ramener l'offre du soumissionnaire à un niveau compatible avec l'enveloppe budgétaire de 10 000 000 F CFA qui figure dans le plan de passation des marchés. Des informations privilégiées relatives au budget alloué au marché ont pu être fournies à GENITEC en violation des règles d'équité et de

transparence. Le marché lui a été en définitive attribué pour 12 280 300 F CFA dépassant l'enveloppe budgétaire ci – avant mentionné même si par ailleurs les engagements se sont limités au budget.

- e) de nombreuses similitudes ont été notées sur les factures pro forma présentées par les cinq soumissionnaires à ce marché relatif aux travaux d'extension du réseau d'éclairage public de MBACKE, qui laissent entrevoir une collusion entre les candidats (CAR – TECH, GENITEC, EGBER, GERTEB, SYSCOM SERVICES) ou l'établissement d'offres fictives, en violation de l'article 29 du Code des Obligations de l'Administration relatif aux règles d'éthique ;
- f) le marché relatif à l'achat de fournitures scolaires a été attribué au quatrième moins disant, la Commission des Marchés invoquant l'incapacité successive de livrer des trois premiers moins disant, sans apporter la preuve de leur défaillance et sans aucune formalisation des mises en demeure préalables à la substitution d'entreprises en violation de l'article 133 du CMP ;
- g) une clause abusive et discriminatoire visant à éliminer des appels d'offres des entreprises ayant « un historique de contentieux fréquents ou d'arbitrages prononcés contre le soumissionnaire ou l'un de ses partenaires » a été insérée dans le dossier d'appel d'offres portant construction de huit salles de classes en violation des dispositions de l'article 27 du Code des Obligations de l'Administration portant libre accès à la commande publique;
- h) la forme de la garantie de soumission requise pour l'appel d'offres relatif à la construction de salles de classes n'est pas conforme aux dispositions de l'article 111 du CMP ;
- i) la commission des marchés ne se conforme pas aux dispositions des articles 67 – 4 et 81 du CMP relatives aux procès verbaux à dresser au cours du processus de passation des marchés.

2. Limitations à l'étendue de nos travaux et autres domaines d'incertitudes substantiels à l'issue de notre mission

- a) le rapport annuel de la Commission des Marchés (article 141 du NCMP) destiné à la DCMP et à l'ARMP n'a pas été préparé par la Commune de MBACKE ;
- b) les rapports trimestriels de la Cellule de Passation des Marchés non plus n'ont pas été transmis à la DCMP et à l'ARMP ;

- c) de nombreuses pièces relatives aux marchés examinés, notamment celles relatives à l'exécution financière et au suivi de l'exécution physique, n'ont pas été mises à notre disposition ;
- d) le compte administratif et le compte de gestion n'ont pas non plus été mis à notre disposition pour nous permettre de contrôler l'exhaustivité des marchés présentés par la Commune.

Au regard des nombreuses anomalies constatées sur les marchés revus, notre avis est que, les procédures de passation et d'exécution des marchés ne sont pas conformes aux principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence édictés par le NCMP.

	SOMMAIRE	Pages
	Lexique des abréviations et sigles	7
1	Synthèse des non conformités et des recommandations	8
1.1	Tableaux de synthèse des non conformités et des recommandations	10
1.2	Synthèse des non conformités sur l'exécution financière	15
1.3	Synthèse des non conformités sur l'exécution physique	17
1.4	Tableau de synthèse des Violations du CMP par marché	20
2	Contexte de l'intervention et objectifs de la mission	22
2.1	Contexte de l'intervention	23
2.2	Objectifs de la mission	24
2.2.1	Objectifs généraux	24
2.2.2	Objectifs spécifiques	24
2.2.3	Etendue des travaux à effectuer	25
2.2.4	Rapports émis au terme de la mission	27
3	Approche méthodologique	28
3.1	Revue approfondie des textes de référence (Phase N° 1)	29
3.2	Analyse de l'organisation et de l'environnement de la passation des marchés (Phase N° 2)	30
3.3	Vérification des différentes étapes de la passation des marchés (Phase N° 3)	31
3.3.1	Audit de la préparation des marchés (Module 1)	32
3.3.2	Audit de la gestion de l'attribution (Module 2)	33
3.3.3	Audit de la gestion de l'exécution des marchés dans ses aspects administratifs, financiers et physiques (module 3)	34
4	Résultats des travaux	35
4.1	Revue du cadre institutionnel et de l'environnement de la passation des marchés	36
4.1.1	Commission des marchés	36
4.1.2	Cellule de passation des marchés	36
4.1.3	Charte d'éthique et de transparence en matière de passation des marchés publics	37
4.1.4	Documents de programmation de la passation des marchés	37
4.1.5	Rappel des seuils applicables au CHREIN	38
4.2	Examen des marchés	39
4.2.1	Périmètre couvert par nos travaux	39
4.2.2	Marchés conclus par Appel d'Offres	40
4.2.3	Marchés conclus par Entente directe	44
4.3.4	Marchés conclus par Demande de Renseignements et de Prix	46

Liste des abréviations et sigles

AOO	Appel d'Offres Ouvert
ARMP	Autorité de Régularisation des Marchés Publics
CM	Commission des Marchés
CMP	Code des Marchés publics
CPM	Cellule de Passation des Marchés
DAC	Dossier d'Appel à la Concurrence
DAO	Dossier d'Appel d'Offres
DCMP	Direction Centrale des Marchés Publics
DP	Demande de Propositions
DRP	Demande de Renseignements et de Prix
ED	Entente Directe
HT	Hors Taxes
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
NCMP	Nouveau Code des Marchés Publics
PM	Premier Ministre
PPM	Plan de Passation des Marchés
PV	Procès Verbal
RAPEV	Rapport d'Evaluation
TTC	Toutes Taxes Comprises
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

SECTION 1
SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET DES RECOMMANDATIONS

1.1 SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR LA PASSATION DES MARCHES

1.1 TABLEAUX DE SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET DES RECOMMANDATIONS

SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR LA PASSATION DES MARCHES

Ententes directes non autorisées

Des marchés ont été conclus par ententes directes non autorisées pour un montant estimé à 61 273 193 F CFA, soit un ratio de 55, 74 % des marchés figurant dans l'état d'exécution du Plan de Passation des Marchés de la Commune de Mbacké. Ces achats sont relatifs à l'approvisionnement en médicaments du district sanitaire (deux bons de commandes N° 110 et N° 111 de montants respectifs 17 188 193 F CFA et 15 585 000 F CFA ont été adressés à la PRA), à l'achat de tickets de perception (12 500 000 F CFA) et à l'entretien du réseau d'éclairage public (15 000 000 F CFA). Ces marchés ont été passés en violation des dispositions du CMP.

Appel d'offres relatif à la construction de huit salles de classes

L'avis d'appel d'offres relatif à la construction de huit salles de classes ne comprend pas toutes les mentions requises au regard des dispositions de l'article 13 du CMP et n'est pas conforme au modèle préconisé par l'ARMP.

L'examen du DAO a permis de constater que dans les critères d'évaluation, il est indiqué ce qui suit : « un historique de contentieux fréquents ou d'arbitrages prononcés contre le soumissionnaire ou l'un de ses partenaires peut résulter en sa disqualification ». Il s'agit d'un critère abusif et discriminatoire contraire au principe du libre accès à la commande publique (violation de l'article 17 du COA) et non conforme à l'article 43 du CMP qui n'autorise que l'exclusion des candidats exclus par le CRD de l'ARMP, une décision de justice ou une disposition législative.

Nous constatons que l'ouverture des plis a été faite à une date autre que celle mentionnée dans l'avis d'appel d'offres et il n'y a pas de preuve formelle de l'information des soumissionnaires sur le report et de leur convocation à la nouvelle séance d'ouverture des plis.

Le DAO dans son article 5 relatif à la garantie de soumission ne précise pas la durée de validité de ladite garantie. De surcroît, il s'y ajoute que cette garantie de soumission n'a pas été déterminée par lot.

Le procès verbal de dépouillement ne dresse pas la liste de toutes les entreprises qui ont retiré le DAO avant la liste des candidats ayant déposé une offre. Par ailleurs, ce procès verbal de dépouillement reprend toutes les opérations d'ouverture, d'évaluation et d'attribution plutôt que d'établir des PV distincts conformément aux dispositions des articles 67 – 4 du CMP et article 81 du CMP.

Trois soumissionnaires ont été éliminés au motif qu'ils n'avaient pas produits les pièces administratives requises. L'examen du procès verbal de dépouillement ne permet pas de savoir quelle pièce administrative n'avait pas été fournie ni le soumissionnaire concerné d'autant que le procès verbal ne comporte pas de tableau de vérification desdites pièces administratives.

Le tableau de comparaison des offres techniques ne donne aucune indication sur le montant de l'attestation de capacité financière produite par les soumissionnaires.

Le procès verbal de dépouillement mentionne que tout soumissionnaire devra remplir au moins 3 critères sur 5. Non seulement il s'agit d'une nouvelle donne non prévue dans le DAO, mais la mention OUI ou NON sur le tableau de comparaison ne renseigne pas sur la disponibilité du personnel et du matériel listé dans le DAO.

Le PV mentionne le nom de l'Entreprise Massamba Dieng aussi bien dans le lot des soumissionnaires éliminés pour absence de garantie de soumission que dans le lot des entreprises retenues pour examen de leurs offres techniques et financières. L'examen des offres a permis de noter que c'est le montant de l'offre de TOUBA MATERIAUX qui a été affecté aux ETS MASSAMBA DIENG alors que le dossier présenté par TOUBA MATERIAUX ne comprend pas la quittance de paiement au Trésor du prix du DAO.

En l'absence d'une vérification formelle du paiement du prix du DAO, il subsiste une incertitude sur la recevabilité de l'offre de Touba Matériaux.

L'offre de EGB n'a pas été retrouvée et illustre encore une fois les carences dans la documentation des opérations de passation des marchés.

Non respect des règles de transparence et d'éthique

Des rabais successifs ont été effectués sur le marché relatif à l'extension du réseau d'éclairage en violation des dispositions de l'article 69 du CMP qui interdit toute négociation sur les marchés de fournitures et de travaux et de l'article 9 du CMP relatif à l'existence de crédits budgétaires préalables. Ces ajustements de prix, qui ne constituent pas des offres rectificatives envoyées comme telles et dans les formes requises, ont été effectués par deux courriers transmis au Maire de la Commune de MBACKE le 6 juillet 2009 avant l'ouverture des plis. Ces courriers font tous les deux référence à un devis N° 021 / 09 dont le montant passe, comme indiqué ci – avant, de 41 936 300 F CFA à 38 261 300 F CFA d'une lettre à l'autre. Ce procédé participe, à notre avis, de manœuvres tendant à ramener l'offre du soumissionnaire à un niveau compatible avec l'enveloppe budgétaire de 10 000 000 F CFA qui figure dans le plan de passation des marchés. Des informations privilégiées relatives au budget alloué au marché ont pu ainsi être fournies à GENITEC en violation des règles d'équité et de transparence. Le marché lui a été en définitive attribué pour 12 280 300 F CFA dépassant l'enveloppe budgétaire ci – avant mentionné même si par ailleurs les engagements se sont limités au montant budgété.

De nombreuses similitudes ont été notées sur les factures pro forma présentées par les cinq soumissionnaires à ce marché relatif aux travaux d'extension du réseau d'éclairage public de MBACKE, qui laissent entrevoir une collusion entre les candidats (CAR – TECH, GENITEC, EGBER, GERTEB, SYSCOM SERVICES) ou l'établissement d'offres fictives; en violation de l'article 29 du Code des Obligations de l'Administration relatif aux règles d'éthique;

SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR LA PASSATION DES MARCHES

Sur les ententes directes

Pour obtenir une autorisation d'entente directe pour l'achat de médicaments, il convient juste de joindre une facture pro forma de la PRA ou un projet de contrat, suivant le montant à la requête fondée sur l'article 76 – 2 du CMP et sur les arrêtés ministériels N° 8402 MSAS/CAB/CTM4 du 24 juin 1970 fixant les modalités de l'approvisionnement pharmaceutique des services et formations sanitaires et N° 10718/MSP/DPL du 15 décembre 2008 portant révision des listes nationales des médicaments et produits essentiels

Pour les autres acquisitions ayant donné lieu à un achat direct, il faut se conformer au CMP en organisant des procédures concurrentielles de sélection

Construction de salles de classes

L'avis d'appel d'offres doit préciser que le marché est conclu conformément aux dispositions du CMP, il indique les exigences en matière de qualification, le montant de la garantie de soumission, la durée de validité des offres ... L'avis d'appel d'offres doit aussi préciser que les offres sont ouvertes en présence des soumissionnaires ou de leurs représentants.

Eviter d'insérer dans les Dossiers d'Appel à la Concurrence des clauses discriminatoires qui entravent le libre accès à la commande publique et qui ne sont pas conformes à l'article 43 du CMP.

Les garanties de soumission doivent être déterminées par lot et être délivrées par des organismes financiers dûment agréées par le MEF ;

L'information des soumissionnaires doit être formalisée pour tout report des dates d'ouverture des plis ; sous ce rapport il convient également de transmettre le procès verbal d'ouverture aux dits soumissionnaires ;

L'examen préliminaire des offres aux fins d'appréciation de leur recevabilité doit se faire avec la rigueur nécessaire sans favoritisme aucun ;

Le classement des documents de passation des marchés doit être fait conformément aux instructions de l'ARMP ;

Le suivi de l'exécution des travaux doit être une préoccupation du Maître d'Ouvrage assisté du SDUH de MBACKE qui assure les fonctions de Maître d'œuvre

Extension du réseau d'éclairage

Les acteurs de la passation des marchés de la Commune de MBACKE doivent veiller au respect des principes d'éthique et de transparence dans l'exercice de leurs missions comme ils s'y sont engagés en signant la Charte de Transparence et d'Ethique en matière de marchés publics. Il est inadmissible que des négociations se fassent avec un candidat GENITEC, en amont de l'ouverture des plis, pour favoriser la conclusion d'un contrat avec cette dernière manifestation déjà choisie et d'habiller ce processus en organisant une consultation restreinte de fournisseurs dont certains sont soit de connivence ou sont en concurrence fictive organisée , au regard des similitudes dans la présentation de leurs offres.

1.2 SYNTHÈSE DES NON CONFORMITÉS SUR L'EXECUTION FINANCIERE

SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION FINANCIERE

Le contrôle physique de la construction de 4 salles de classes à l'école Franco Arabe Serigne Fallou Galass a permis de noter un retard de près de huit mois dans l'exécution desdits travaux sans qu'aucune pénalité de retard ne soit facturée à l'entreprise. Sous ce rapport il faut noter qu'aucune information sur l'exécution financière ne nous a été fournie et que par conséquent nous n'avons pas pu vérifier la cohérence des décaissements avec le niveau d'exécution physique qui se limite aux fondations, à l'élévation des murs et au chaînage haut.

Le compte administratif tout comme le compte de gestion n'ont pas été mis à notre disposition ; il en est de même de l'essentiel des documents de paiement qui ne figurent pas dans les dossiers

SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR L'EXECUTION FINANCIERE

Veiller à une correcte documentation des dossiers de passation des marchés ;

Finaliser le compte administratif et le compte de gestion

1.3 SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION PHYSIQUE

SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION PHYSIQUE

Le contrôle physique de la construction de 4 salles de classes à l'école Franco Arabe Serigne Fallou Galass a permis de noter un retard de près de huit mois dans l'exécution desdits travaux sans qu'aucune pénalité de retard ne soit facturée à l'entreprise. Sous ce rapport il faut noter qu'aucune information sur l'exécution financière ne nous a été fournie et que par conséquent nous n'avons pas pu vérifier la cohérence des décaissements avec le niveau d'exécution physique qui se limite aux soubassements, à l'élévation des murs et au chaînage haut.

SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR L'EXECUTION PHYSIQUE

Veiller à une exécution des travaux en conformité avec le planning arrêté ;

Le Maître d'œuvre doit matérialiser la supervision effective du chantier, établir des PV de chantier par une documentation adéquate (PV de réunion, attachements, ordres de service ...).

1.4 SYNTHESE DES VIOLATIONS DU CODE DES MARCHES PUBLICS

TABLEAU DE SYNTHESE DES VIOLATIONS DU CODE DES MARCHES PUBLICS

Description	AO	ED	DRP	DRP	DRP	DRP
Nature	Construction de huit salles de classes	Achat de médicaments	Extension du réseau d'éclairage	Achat de fournitures scolaires	Achat de tickets de perception	Entretien réseau d'éclairage
Attributaires	GIE BOLOO LIGUEY	Pharmacie Régionale d'Approvisionnement	GENITEC	NAIF SELATY	Abdoul Aziz NIANG	GIE NIANY
Montants en F CFA TTC	30 237 116	32 773 193	10 000 000	9 396 068	12 500 000	15 000 000
Non respect des principes d'équité et d'égalité entre les soumissionnaires en violation de l'article 2 de la Directive N°04/2005/CM/UEMOA			✓			
Violation de l'article 13 sur l'inscription des mentions obligatoires dans les marchés	✓					
Violation des dispositions relatives à l'article 17 du COA sur le libre accès à la commande publique	✓					
Non respect des dispositions du cahier des charges dans le processus d'évaluation en violation de l'article 59 du NCMP			✓	✓		
Violation des dispositions relatives à l'article 63 du NCMP portant sur les délais et modes de présentation des offres et des candidatures			✓			
Violation des dispositions de l'article 67 – 4 relatif à l'information des soumissionnaires au regard de la transmission des procès verbaux d'ouverture et de la notification du rejet de leurs offres	✓	✓	✓	✓		

Violation de l'article 69 du NCMP sur l'interdiction des modifications et des négociations			✓			
Violation de l'article 70 du NCMP sur l'attribution au moins disant				✓		
Violation des articles 75 et 76 du NCMP portant sur les marchés passés par entente directe		✓			✓	✓
Violation de l'article 77 sur la procédure des DRP						
Violation article 81 sur les différents procès verbaux à établir	✓	✓	✓	✓		
Violation des dispositions relatives à l'article 85 du NCMP portant sur la publicité de l'attribution et information des candidats	✓	✓	✓			
Violation de l'article 111 NCMP sur les garanties de soumission	✓					
Violation de l'article 132 NCMP sur les pénalités de retard	✓					
Violation de l'article 133 NCMP sur les substitutions d'entreprises				✓	✓	✓

SECTION 2
CONTEXTE DE L'INTERVENTION ET OBJECTIFS DE LA MISSION

2. CONTEXTE DE L'INTERVENTION ET OBJECTIFS DE LA MISSION

2.1 CONTEXTE DE L'INTERVENTION

Conscient du volume important de dépenses que représente la commande publique, du flot considérable de transactions qu'elle génère et désireux de promouvoir la transparence, l'efficacité et la responsabilisation, essentielles à une bonne gouvernance, dans un État de droit, le Gouvernement du Sénégal a procédé à une profonde réforme de son système de passation de marchés publics.

Cette réforme aligne le système sénégalais sur les meilleures pratiques internationales en la matière, notamment en transposant les directives de l'UEMOA relatives à l'harmonisation des marchés publics des États membres de l'Union. Elle comporte d'importantes innovations par rapport à la réglementation antérieure en ce qu'elle consacre la régulation, institue le recours suspensif des soumissionnaires au stade de passation de marchés, rationalise le contrôle a priori, supprime définitivement les régimes dérogatoires, responsabilise davantage les ministères et organismes dépensiers et systématisé le contrôle a posteriori.

Au plan institutionnel, la réforme a contribué à la création de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) sous forme d'autorité administrative indépendante, distincte du service administratif chargé du contrôle a priori de la passation des marchés, en l'occurrence la Direction centrale des Marchés publics (DCMP).

Les missions de l'ARMP, autorité administrative indépendante dotée de l'autonomie financière, s'organisent autour du principe qui vise à séparer les fonctions de contrôle des marchés publics (conférées à la DCMP) des fonctions de régulation qui lui permettent d'intervenir sur l'ensemble du secteur, tant à travers des missions d'assistance dans l'élaboration des politiques ou de la conception d'outils de passation (documents et formulaires standards...), qu'en matière de formation ou de développement du cadre professionnel en plus des fonctions mêmes qui constituent le cœur de la régulation, l'audit et le règlement des conflits.

En particulier, l'ARMP est tenue de faire réaliser, à la fin de chaque gestion budgétaire, un audit indépendant en vue de contrôler et suivre la mise en œuvre de la réglementation en matière de passation, d'exécution et de contrôle des marchés et conventions.

La présente mission concerne la mise en œuvre d'une revue indépendante pour la vérification, au titre de la gestion 2009 et, en référence au Code des Marchés publics (CMP), de la transparence et des conditions de régularité des procédures d'élaboration, de passation et d'exécution des marchés publics des autorités contractantes indiquées dans les termes de référence de la mission.

2.2 OBJECTIFS DE LA MISSION

2.2.1 Objectifs Généraux

Comme indiqué dans les termes de référence, la mission a pour objectif principal, au sein des autorités contractantes, de vérifier le processus de passation et d'exécution des marchés conclus entre le 1^{er} Janvier et le 31 Décembre 2009, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés. Il s'agira principalement de dégager un jugement sur l'adéquation des procédures de passation de marchés suivies et les modalités de la gestion des contrats, en relation avec les dispositions du CMP pour les dépenses de ces autorités contractantes.

2.2.2 Objectifs Spécifiques

Il s'agira dans le cadre de cette mission:

- (a). d'exprimer une opinion indépendante sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnées ; cette opinion sera formulée individuellement pour chaque autorité contractante;
- (b). de vérifier la conformité des procédures aux principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence, édictés par le Code des Marchés Publics;
- (c). de fournir une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;
- (d). d' identifier les cas de non-conformités des procédures avec les directives du CMP, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins - disantes, de fractionnement de marchés, de non respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, de non respect des éléments constitutifs des cahiers de charge, de non respect des seuils fixés pour les avenants, de non respect des règles de publicité et de communication, etc.; pour chacune des autorités contractantes, le consultant apportera un jugement sur l'acceptabilité de telles situations au regard des dispositions du CMP ;
- (e). de procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'autorité contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends de l'ARMP, nous examinerons le degré d'application par l'autorité contractante, des décisions y relatives et nous apprécierons la pertinence desdites décisions ;
- (f). d'examiner et d'apprécier la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue par cette direction ;
- (g). de dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport au niveau d'exécution et de donner une appréciation sur l'adéquation du niveau d'exécution physique avec le niveau de décaissement;
- (h). d'examiner et d'évaluer les situations d'attribution de marchés par entente directe : nous passerons en revue l'ensemble des marchés passés par entente directe et déduirons en fin de revue d'une part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré par rapport à l'ensemble des marchés passés par l'autorité contractante et, d'autre part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré non conformes à la réglementation en vigueur ; nous évaluerons aussi dans

toute la mesure du possible la compétitivité des prix proposés dans les marchés par entente directe

(i). d'examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, fournir, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, les recommandations en ce qui concerne le fonctionnement et les capacités des commissions internes de marchés, des cellules de passation de marchés et des différents contrôles internes ;

(j). de formuler des recommandations pertinentes pour l'amélioration des systèmes et procédures et pour le respect des dispositions légales et réglementaires qui régissent la passation des marchés publics.

Conformément aux termes de références, nous nous appuierons autant que de besoin sur un expert de l'ARMP pour la facilitation de nos interventions au niveau des autorités contractantes et de la constitution de la documentation nécessaire à la mise en œuvre efficace de nos travaux.

En fin de mission, une session de formation de deux jours sera organisée à l'intention des experts de l'ARMP et de la DCMP (5 pour chaque structure) sur les pratiques d'audit en matière de passation des marchés.

2.2.3 Etendue des travaux à effectuer

Nos travaux ont porté principalement sur la vérification, au sein des autorités contractantes de l'application des dispositions du CMP dans le cadre de la passation des marchés passés en 2009, la formulation de recommandations tant au niveau organisationnel qu'au niveau de la mise en œuvre de la passation et de l'exécution des marchés quelles qu'en soient les sources de financement.

A cet effet, nous avons procédé, comme indiqué dans les termes de références:

a) en début de mission, à la sélection d'un échantillon représentatif en type de contrat, taille et mode de passation des marchés ; **l'échantillon est composé comme suit :**

- au moins 15% des marchés atteignant les seuils de contrôle de la DCMP (non compris les marchés par entente directe),
- au moins 25% des marchés n'atteignant pas les seuils de contrôle de la DCMP mais supérieurs aux seuils de passation de marchés (non compris les marchés par entente directe),
- au moins 25% des demandes de renseignements et de prix et,
- 100% des marchés passés par entente directe.

Pour chaque catégorie de marchés dont la population est inférieure à 10, le contrôle a été exhaustif.

Pour chacune des 2 premières catégories de marchés ci-dessus, nous nous sommes assurés que la distribution est adéquate en prenant compte à la fois les différents modes de passation et natures de marchés (fournitures et services, prestations intellectuelles, travaux).

- b)** à la vérification de la procédure de passation des marchés sur cet échantillon (publicité préalable, dossier de consultation, validité de la méthode de passation choisie, couverture budgétaire, rapports d'évaluation des offres, traitement des plaintes, délais de passation délais de publication des attributions, contenu des contrats signés avec les titulaires des marchés, délais des paiements, respect des délais d'exécution, respect des procédures de réception, etc.) ; à chaque fois que cela est applicable, examiner la conformité des avis de la DCMP avec la réglementation ;
- c)** à l'examen et à l'analyse du respect de certaines dispositions particulièrement importantes du CMP telles que, l'inscription préalable des marchés dans les plans et avis généraux de passation de marchés, l'attribution aux moins disants qualifiés, le non fractionnement de marchés, les conditions préalables de mise en concurrence, les réponses aux demandes d'éclaircissement demandées par les candidats, l'approbation des marchés par les autorités compétentes, les éléments constitutifs des cahiers des charges, les seuils des avenants, le respect des délais d'exécution, les cas de résiliation, etc. ;
- d)** à l'élaboration des statistiques sur les marchés ; nous procéderons, en particulier, à une analyse comparative de l'utilisation de méthodes non ou peu compétitives (ententes directes, appels d'offres restreints, avenants, DRP) ;
- e)** à l'examen de la qualité, la transparence et l'efficacité des opérations de passation des marchés de l'autorité contractante, de même son organisation institutionnelle pour la gestion des marchés (hommes, procédures, système de suivi et de contrôle) ;
- f)** à la vérification de l'enregistrement des contrats à la charge des titulaires, de la production des garanties de restitution d'avances et des garanties de bonne exécution, la tenue des registres de marchés côtés paraphés,
- g)** à la formulation des recommandations pour une meilleure application du CMP ;
- h)** à l'animation de séances de formation de 2 jours sur les pratiques d'audit en matière de passation de marchés au bénéfice d'environ 5 experts de l'ARMP et 5 experts de la Direction Centrale des Marchés Publics – DCMP). Les sessions de formation seront organisées au siège des dites institutions.

AUDIT DE L'EXECUTION PHYSIQUE

Nous avons procédé, comme indiqué dans les termes de référence, à un deuxième échantillonnage de marchés qui ont été soumis à une vérification physique approfondie. Ce contrôle physique a porté sur 25% des marchés en cours d'exécution ou déjà exécutés par l'autorité contractante pour l'exercice concerné par l'audit, en excluant les contrats non éligibles au contrôle physique, auxquels s'ajouteront tous les marchés ayant fait l'objet de litiges et ceux passés par entente directe.

Le contrôle physique porte pour chaque marché sélectionné, sur les aspects suivants:

- Contrôle de la matérialité des dépenses effectuées ;
- Diagnostic sur l'état des ouvrages, équipements, fournitures, ou rapports (pour les prestations intellectuelles) par référence à leur prix, à leur description dans le marché et à leur état actuel, compte tenu de leur âge et leurs conditions d'utilisation ;
- Conformité de la réception de la livraison ou de l'achèvement des travaux, biens ou services avec les spécifications du marché et normes techniques ;
- Justification technique et financière des avenants et ordres de services signés.

Plus précisément pour les marchés de travaux, les expertises ont porté sur :

- La conformité physique des travaux avec les procès verbaux de réception provisoire et définitive ;
- La qualité, la véracité et la sincérité des documents de contrôle par rapport aux constatations physiques pouvant être faites sur site ;
- L'état de fonctionnement des ouvrages ;
- Les prix unitaires pratiqués pour les principales rubriques par rapport à ceux du marché ;
- La cohérence des quantités ;
- La mise à jour des malfaçons ;
- Les dangers éventuels pouvant découler de certains ouvrages ;
- ...

2.2.4 Rapports émis au terme de la mission

Comme indiqué dans les termes de référence, nous produirons à l'issue de la mission et pour chaque autorité contractante les documents ci après :

- (i) un rapport individuel provisoire en dix (10) exemplaires 2 mois après le début des prestations et,
- (ii) un rapport individuel final en dix (10) exemplaires 2 semaines après notification des observations de l'ARMP et des autorités contractantes. Ces différents rapports seront soumis sur support informatique.

Outre une description des procédures d'audit utilisées, les rapports comprendront également un sous rapport sur la qualité des structures de passation des marchés (notamment Commission des Marchés, cellules de passation des marchés et contrôles internes). Ce sous rapport portera sur l'analyse des insuffisances en rapport avec le CMP et un sous rapport de synthèse sur le degré de respect des dispositions du CMP par les autorités contractantes.

Les rapports seront élaborés conformément aux indications des termes de référence.

SECTION 3 : APPROCHE METHODOLOGIQUE

3. APPROCHE METHODOLOGIQUE

Pour atteindre les objectifs décrits ci – avant, nous avons mis en œuvre les phases de travaux ci - après :

3.1 PHASE N° 1 : REVUE APPROFONDIE DES TEXTES DE REFERENCE

Nous avons effectué à l'entame de la mission une prise de connaissance approfondie du cadre général de la passation des marchés publics, avec notamment une revue des textes législatifs et réglementaires en vigueur et de l'ensemble des référentiels de base applicables à la passation des marchés et à l'autorité contractante à savoir :

- directive N° 4/2005 /CM/ UEMOA portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public ;
- directive N° 5/2005/CM/UEMOA portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public de l'UEMOA,
- décret 2007 - 545 portant Code des Marchés Publics,
- décret 2007 - 546 portant organisation et fonctionnement de l'ARMP,
- décret 2007 - 547 portant création de la DCMP,
- décret 2005 - 576 du 16 juin 2005 portant charte de transparence et d'éthique en matière de passation des marchés publics,
- arrêté du Premier Ministre 11 580 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 138 du NCMP fixant les seuils de contrôle a priori des dossiers de passation des marchés ;
- arrêté du MEF 092 286 du 3 octobre 2007 portant organisation et fonctionnement de la DCMP ;
- arrêté du MEF 11 583 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 111 du NCMP fixant les seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission ;
- arrêté du MEF 11 584 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 112 du NCMP fixant les seuils à partir desquels il est requis de garantie de bonne exécution ;
- arrêté 11 585 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 77 Alinéa 3 du NCMP relatif aux commandes pouvant être dispensés de forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoire ou factures ;
- arrêté 11 586 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 35 du NCMP relatif aux CPM et CM ;
- arrêté 11 587 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 45 du NCMP fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics ;

- arrêté 11 588 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 36 Alinéa 1 du NCMP fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des Commissions de Marchés des Autorités Contractantes;
- Circulaire du Premier Ministre 003 du 20 novembre 2007 portant directives pour la mise en œuvre des plans de passation des marchés publics ;
- Circulaire du Premier Ministre 005 du 28 décembre 2007 portant directives pour la mise en place des Cellules de Passation des Marchés par les Autorités Contractantes ;
- loi 06 – 16 du 30 juin 2006 modifiant la loi 65 – 61 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration ;
- décret 2003 – 101 du 13 mars 2003 portant Règlement Général sur la Comptabilité Publique.
- loi 96 - 06 du 22 mars 1996 portant Code des Collectivités locales ;
- loi 96 - 07 du 22 mars 1996 portant transfert de compétences aux régions, aux communes et aux communautés rurales ;
- loi n° 96-09 du 22 mars 1996 fixant l'organisation administrative et financière de la commune d'arrondissement et ses rapports avec la ville ;
- loi 96 - 10 du 22 mars 1996 modifiant la loi n° 72 - 02 du 1er février 1972 relative à l'organisation de l'Administration territoriale ;
- décret 96 - 1124 du 27 décembre 1996 fixant le montant des marchés des collectivités locales soumis à approbation préalable du représentant de l'Etat et de fonctionnement des Agences régionales de développement ;
- arrêté ministériel N° 8402 MSAS/CAB/CTM4 du 24 juin 1970 fixant les modalités de l'approvisionnement pharmaceutique des services et formations sanitaires ;
- arrêté ministériel N° 10718/MSP/DPL du 15 décembre 2008 portant révision des listes nationales des médicaments et produits essentiels ;
-

3.2 PHASE N° 2 : ANALYSE DE L'ORGANISATION ET DE L'ENVIRONNEMENT DE LA PASSATION DES MARCHES

Dans le cadre de l'exécution de notre mission, nous avons effectué une revue succincte de l'organisation et du fonctionnement de la Commune de MBACKE pour apprécier la capacité de ses structures et systèmes à mettre en œuvre de manière efficace les procédures d'exécution et de contrôle des opérations de passation des marchés. A cet effet, nous avons mis en œuvre les modules de travaux ci – après :

- analyse de l'organisation institutionnelle mise en place au regard des dispositions de l'article 35 du CMP, des systèmes de gestion financière et des procédures de contrôle interne pour apprécier leur aptitude à gérer la commande publique ;
- évaluation de la qualité des procédures de passation des marchés quant à leur conception et à leur correcte mise en œuvre ;
- appréciation de la capacité des acteurs de la passation des marchés à gérer la commande publique au regard de leur cursus académique et professionnel ;
- contrôle de la régularité des dépenses ;

- revue de la conformité des actes de nomination des membres des Commissions des Marchés et des Cellules de Passation des Marchés.

Cette analyse de l'environnement de la passation des marchés revêt une importance de tout premier plan dans l'approche risque que nous avons mise en œuvre dans le cadre de cette mission. En effet le risque d'audit comprend une composante risque inhérent portant sur l'environnement et liée à l'intégrité, à l'expérience, à la compétence de la direction, aux pressions fortes qu'elle est susceptible de subir... Notre programme de vérification a été par conséquent modulé pour circonscrire ce risque inhérent de manière à réduire le risque d'audit.

Par ailleurs, l'analyse approfondie des procédures et du système de contrôle interne évoquée ci – avant, nous a permis de circonscrire le risque de contrôle dans la mise en œuvre des procédures de passation et d'exécution des marchés.

Ainsi, notre analyse des trois systèmes d'organisation, d'information et de contrôle nous a permis de faire une évaluation de la pertinence de la définition des pouvoirs, des responsabilités et de la séparation des fonctions d'une part et, d'autre part d'évaluer la capacité desdits systèmes à maîtriser les risques liés aux opérations de passation des marchés relativement aux assertions d'audit. Cette phase est au cœur de l'approche par les risques que nous avons mise en œuvre dans le cadre de cette mission.

3.3 PHASE N° 3 : VERIFICATION DES DIFFERENTES ETAPES DE LA PASSATION DES MARCHES

La mise en œuvre de l'approche par les risques ci – avant mentionnée nous a conduits à procéder par sondage « ...un audit consiste à examiner par sondage les éléments probants... » et il s'agit d'être raisonnablement sûr qu'il n'existe pas d'anomalies dites significatives (matérialité ou seuil de signification).

Précisons que les termes de référence ont donné des indications sur la taille des échantillons à constituer pour les différents types de marchés.

Ainsi, pour les besoins de nos travaux nous avons utilisé les techniques d'échantillonnage appropriées de manière à couvrir toutes les natures de marchés. A cet effet, nous avons mis en œuvre une approche à deux niveaux qui a comporté la constitution d'un premier échantillon déterminé par sélection systématique ou au hasard sur lequel porteront les vérifications. La nature des anomalies décelées a permis dans certains cas de reconstituer un second échantillon sur lequel porteront également nos vérifications. L'analyse et la projection des résultats permettra soit de tirer des conclusions soit de réévaluer le risque d'échantillonnage.

Les contrôles préalables suivants seront effectués :

- rapprochement du plan de passation des marchés obtenu avec celui qui a été publié par la DCMP sur le portail des marchés publics,

- rapprochement de l'avis général de passation des marchés avec le plan de passation des marchés,
- rapprochement de l'état d'exécution du plan de passation des marchés avec les données statistiques consignées dans le portail des marchés publics,
- contrôle et rapprochement de l'état d'exécution du plan de passation des marchés avec la situation d'exécution budgétaire et avec les mouvements cumulés des comptes fournisseurs retracés dans la balance auxiliaire des comptes fournisseurs
- sélection, conformément aux termes de référence de la mission, d'un échantillon de marchés à contrôler sur la base de critères combinés liés au mode de passation, au montant et au type de marchés,
- contrôle de la correcte mise en œuvre de toutes les étapes de la passation des marchés.

Pour l'exécution de cette **PHASE N°3**, nous mettrons en œuvre les **MODULES** de travaux ci - après qui épousent les contours des différentes étapes de la passation des marchés.

3.3.1 MODULE 1 : AUDIT DE LA PREPARATION DES MARCHES

Dans cette étape de contrôle, les questions qui se posent de prime abord sont les suivantes :

- le besoin existe-t- il réellement ?
- le besoin est – il bien quantifié et valorisé ?

Les contrôles porteront sur les aspects relatifs :

- à la conformité du mode de passation utilisé au regard des seuils de passation, (le risque à circonscrire c'est qu'une **méthode de passation inappropriée** soit utilisée. La démultiplication de procédures de DRP peut cacher un fractionnement des marchés ; tous les **marchés suspects** autrement dit dont le montant avoisine les seuils de passation des marchés par AO seront couverts à 100% ; les marchés attribués à des fournisseurs selon une **fréquence anormalement élevée** seront particulièrement surveillés),
- au respect des règles en matière de revue préalable, par la DCMP, des dossiers d'appel à la concurrence, des rapports d'évaluation ou des contrats,
- à l'autorisation préalable de la DCMP sur toutes les ententes directes (au-delà des autorisations c'est **la question de l'opportunité des ED qui sera examinée** d'une part, **la compétitivité des coûts sera examinée** d'autre part. La nature des informations nécessaires au contrôle des prix de revient est-elle précisée dans le contrat ? Le contrôle des prix de revient est- il effectif ? L'Autorité Contractante est-elle outillée pour effectuer ce contrôle ?),
- au respect des règles de publicité et / ou de sélection des soumissionnaires potentiels (il faudra **déceler toutes les entraves au libre accès** à la commande publique),

- au contenu, à la clarté et à l'exhaustivité des dossiers d'appel à candidatures, (**appréciation de la pertinence des critères d'évaluation et d'attribution**, identification de tous les **critères discriminatoires** constituant des entraves au libre accès à la commande publique qu'il s'agisse des spécifications techniques ou des critères de qualification),
- au contenu des avis d'appel à candidatures et / ou invitations à soumissionner,
- au respect des délais de préparation des offres,
- à la gestion de la période de préparation des offres notamment la **gestion des interactions avec les soumissionnaires** (réponses dans les formes et les délais requis aux interrogations formelles communiquées à tous les soumissionnaires par la PRM ou la personne désignée à cet effet dans le DAC, informations sur l'ouverture),
- au respect des délais de passation des marchés (appréciation de la performance de l'AC, contrôle de la date d'attribution au regard de la durée de validité des offres et subséquemment application de la formule d'actualisation qui doit figurer dans le DAO),

3.3.2 MODULE 2 : AUDIT DE LA GESTION DE L'ATTRIBUTION

- vérification de l'existence des registres des marchés cotés et paraphés (dates d'envoi des DAC, dates d'arrivée des offres, vérification des convocations des membres de la CM),
- vérification du contenu des procès verbaux d'ouverture des offres (la CM est-elle régulière ? le PV est-il conforme à l'esprit du code, se limite-t-il à constater plutôt que de prendre des décisions notamment d'élimination inopportune à l'ouverture?),
- vérification de la conformité des informations consignées dans le procès verbaux ou rapports d'évaluation des offres avec le contenu des offres,
- vérification de la **conformité de l'évaluation à l'esprit du code notamment entre l'évaluation de l'offre et l'évaluation ex - post du soumissionnaire à travers les critères de qualification**,
- vérification de l'utilisation exclusive des critères d'évaluation annoncés dans le DAC,
- contrôle de l'application des critères de correction des offres financières,
- **contrôle de la réalité économique des prix proposés**,
- **contrôle d'existence des soumissionnaires pour identifier les éventuelles collusions ou les conflits d'intérêt**,
- vérification du contenu des procès verbaux d'attribution provisoire (vérification du contrôle des critères de qualification du soumissionnaire),
- vérification du contenu des lettres de notification de l'attribution provisoire (vérifier l'existence et apprécier la pertinence de l'avis de la DCMP si requis),
- vérification de la publicité des attributions provisoires et du contenu des avis,

- vérification de l'information des soumissionnaires non retenus et des réponses à leurs demandes d'informations,
- appréciation de la gestion des recours par l'Autorité Contractante et par l'ARMP,
- vérification du contenu des marchés et des éventuels PV de négociation dans les marchés de prestations intellectuelles (vérification et appréciation de l'avis éventuel de la DCMP),
- vérification de l'existence d'une couverture budgétaire suffisante et préalable,
- vérification de l'approbation (respect des délais, motifs de rejet éventuel conforme aux dispositions du code à savoir l'absence de crédits suffisants),
- vérification de la publicité des attributions définitives et du contenu des avis,
- vérification du respect des délais de passation des marchés (attribution pendant la période de validité des offres sinon vérifier l'existence d'une demande formelle de prorogation de la durée de validité des offres),
- vérification de la restitution des garanties de soumission dans les délais requis.

3.3.3 MODULE 3 : AUDIT DE LA GESTION DE L'EXECUTION DES MARCHES DANS SES ASPECTS ADMINISTRATIFS, FINANCIERS ET PHYSIQUES

- vérification du respect du formalisme de la notification qui fait courir les délais contractuels,
- vérification du recueil des garanties (garantie de bonne exécution), de leur conformité aux modèles fournis dans les DAC et de leur durée de validité ;
- vérification de l'habilitation par le MEF des organismes qui délivrent les garanties,
- vérification du non paiement du premier décompte avant la constitution du cautionnement définitif,
- vérification du respect des délais d'exécution des marchés et éventuellement de l'application des clauses de pénalités,
- vérification du contenu des contrats,
- évaluation de l'organisation mise en place par l'Autorité Contractante pour le suivi de l'exécution du marché (processus de validation des différentes étapes, respect des dispositions relatives au paiement, **contrôle de cohérence entre l'exécution physique et l'exécution financière**),
- vérification de la conformité des avenants éventuels,
- vérification de la gestion des éventuels litiges,
- vérification de la réception effective des biens et services (**vérification de la matérialité des prestations**, vérification de la régularité des commissions de réceptions, vérification de l'enregistrement en comptabilité matières),
- vérification de la mise en œuvre des garanties en cas de besoin (garantie de bonne exécution et garantie décennale) ;
- vérification de la levée des cautionnements dans les délais requis.

SECTION 4. RESULTATS DES TRAVAUX

4. RESULTATS DES TRAVAUX

4.1 REVUE DU CADRE INSTITUTIONNEL ET L'ENVIRONNEMENT DE LA PASSATION DES MARCHES

4.1.1 COMMISSION DES MARCHES

La Commission des Marchés de la Commune de MBACKE, compétente pour les opérations de passation des marchés de la Commune, a été instituée conformément à l'arrêté N° 11 588 du 28 décembre 2007 du Ministre de l'Economie et des Finances pris en application des dispositions de l'article 35 du décret 2007 – 545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics et relatif aux Commission des Marchés.

L'arrêté N° 66 de nomination des membres de la Commission des Marchés (CM) a été pris par le Maire de la Commune en date du 16 juin 2009. Ainsi, la Commission des Marchés pouvait siéger et statuer sur les dossiers de passation des marchés dès lors qu'elle était convoquée dans les formes requises et que les conditions de quorum étaient remplies.

Il convient de souligner que, le formalisme requis pour la convocation des membres de la Commission des Marchés n'est pas respecté pas plus que l'obligation de transmission des procès verbaux d'ouverture aux soumissionnaires et / ou d'information des soumissionnaires non retenus aux termes des procédures de sélection.

La mission a également noté que la Commission des Marchés n'a pas préparé de rapport annuel pour faire la synthèse de ses activités durant l'exercice 2009.

4.1.2 CELLULE DE PASSATION DES MARCHES

La Cellule de Passation des Marchés a été instituée conformément à l'arrêté N° 11 586 du 28 décembre 2007 du Ministre de l'Economie et des Finances pris en application des dispositions de l'article 35 du décret 2007 – 545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics et relatif aux Cellules de Passation des Marchés. L'acte de nomination des membres de la Cellule de Passation des Marchés (CPM) a été pris en date du 16 juin 2009.

La Cellule de Passation des Marchés n'a pas non plus produit de rapports trimestriels comme stipulé dans le CMP et nous n'avons par ailleurs pas trouvé dans les dossiers de passation des marchés les documents relatifs à leur exécution financière. Ces constats sont autant d'illustrations des carences dans le système d'archivage et de classement des documents de passation des marchés qui ont induit de nombreuses limitations pour la mise en œuvre des procédures de vérification.

4.1.3 CHARTE D'ETHIQUE ET DE TRANSPARENCE EN MATIERE DE PASSATION DES MARCHES PUBLICS

Les attestations de prise de connaissance de la Charte de Transparence et d'Ethique en matière de Marchés Publics par les membres et suppléants de la CM et de la CPM nous ont été communiquées. Il faut cependant noter que le bordereau d'envoi à la DCMP et à l'ARMP des arrêtés portant création des organes de la passation des marchés (Commission des Marchés, Cellule de Passation des Marchés) et de nomination de leurs membres et suppléants ainsi que des attestations de prise de connaissance de la Charte de Transparence et d'Ethique date du 10 juin 2009 et ne comportent pas de décharge attestant la transmission effective desdits documents aux destinataires désignés.

La mission note, qu'au regard des dates d'établissement et de signature des actes ci – avant mentionnés, leur transmission aux organes de contrôle et de régulation ne s'est pas faite dans les délais requis.

4.1.4 DOCUMENTS DE PROGRAMMATION DE LA PASSATION DES MARCHES

Dans le cadre de l'exécution de notre mission, nous avons procédé à la revue du plan de passation des marchés de la Commune de MBACKE, de l'état d'exécution dudit PPM, de l'avis général de passation des marchés et apprécié leur établissement conforme aux modèles prescrits par la DCMP.

4.1.4.1 PLAN DE PASSATION DES MARCHES

La Plan de Passation des Marchés de la Commune de MBACKE a été confectionné dans le format requis. Ce PPM comprend une Entente Directe relative à l'achat de médicaments, un appel d'offres, sept Demandes de Renseignements et de Prix. Il donne une estimation des coûts des différentes acquisitions et au regard desdits coûts, les modes de passation des marchés retenus sont adéquats à l'exception de l'acquisition portant sur l'entretien du réseau d'éclairage dont le coût estimé de 15 000 000 F CFA aurait dû donner lieu au lancement d'un appel d'offres et non à une Demande de Renseignements et de Prix. La Commune ne s'est pas conformée au CMP en transmettant son PPM de l'exercice 2009 avant le 31 décembre 2008.

4.1.4.2 AVIS GENERAL DE PASSATION DES MARCHES

L'AGPM a été préparé par la Commune de MBACKE mais nous n'avons obtenu aucune justification de la publicité dudit AGPM. La Commune doit prouver qu'elle s'est conformée à son obligation d'information des soumissionnaires potentiels en produisant les supports de publicité de l'AGMP. Cette publicité doit être faite au plus tard le 31 janvier de l'année en cours.

4.1.5 RAPPEL DES SEUILS APPLICABLES A LA COMMUNE DE MBACKE

Les seuils de passation, de contrôle préalable et d'approbation des marchés de la Commune de Mbacké sont résumés dans les tableaux récapitulatifs ci – après :

TABEAU DE SYNTHESE DES SEUILS APPLICABLES A LA COMMUNE DE MBACKE EN VERTU DE L'ARTICLE 53 DU CODE DES MARCHES PUBLICS, DES ARRETES 11 580 , 11 583 ET 11 584 DU MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES EN APPLICATION DES ARTICLES 138, 111 ET 112 DU CODE DES MARCHES PUBLICS

Type de marchés	Seuils de passation par AO	Seuil de contrôle DCMP sur DAC	Seuil de contrôle DCMP sur Rapport d'évaluation	Seuil de contrôle DCMP sur Contrat	Garantie de soumission	Garantie de bonne exécution
Travaux	25	250	100	800	≥ 60	≥ 35
Fournitures et services	15	150	40	400	≥ 30	≥ 25
Prestations Intellectuelles	25	150	40	350	NA	≥ 35

TABEAU DE SYNTHESE DES SEUILS ET AUTORITES D'APPROBATION EN VERTU DE L'ARTICLE 29 DU CODE DES MARCHES PUBLICS

Les conditions d'approbation des marchés de la Commune de MBACKE s'établissent comme suit :

Seuils d'approbation	Autorité d'approbation
montant du marché est inférieur à 15 000 000 F CFA	Président de la Communauté Rurale
montant du marché est supérieur ou égal à 15 000 000 F CFA et inférieur à 150 000 000 F CFA	Représentant de l'Etat (Sous - préfet)
montant du marché est supérieur ou égal à 150 000 000 F CFA	Ministre de l'Economie et des Finances

4.2. EXAMEN DES MARCHES

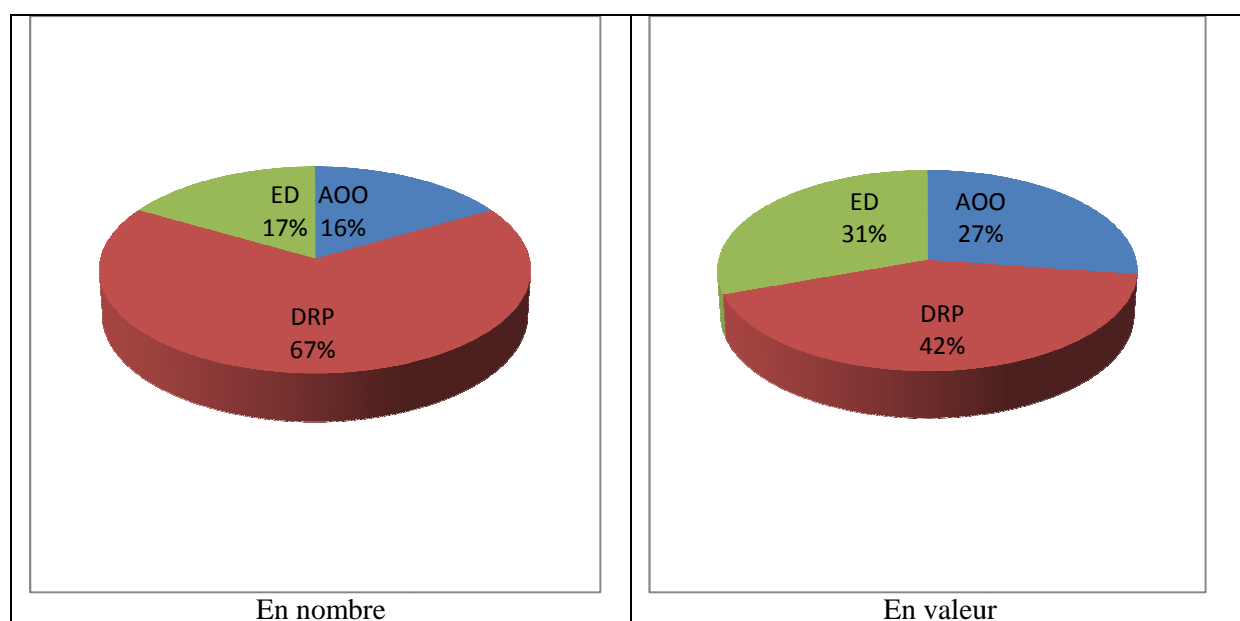
4.2.1 PERIMETRE COUVERT

Le tableau récapitulatif ci – après donne le volume et la valeur des marchés présentés et des marchés couverts :

Tableau récapitulatif des marchés présentés et revus par mode de passation

Modes de passation de marchés	Typologie des marchés passés au titre de la gestion 2009		Typologie des marchés examinés lors de la présente revue		Taux de couverture	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Appel d’offres ouvert (AOO)	1	30 237 116	1	30 237 116	100%	100%
Appel d’offres restreint (AOR)						
Demande de Proposition (DP)						
Demande de Renseignements et de Prix (DRP)	4	46 900 627	4	46 900 627	100%	100%
Entente directe (ED)	1	32 773 193	1	32 773 193	100%	100%
Avenant						
TOTAL	6	109 910 936	6	109 910 936	100%	100%

La répartition des marchés présentés et couverts par mode de passation s’analyse comme suit :



CARTOGRAPHIE DES MARCHES PRESENTES PAR MODE DE PASSATION EN NOMBRE ET EN VALEUR

4.2.2 MARCHES CONCLUS PAR APPEL D'OFFRES

La Commune de MBACKE a conclu au cours de l'exercice sous revue un marché par appel d'offres comme prévu dans son Plan de Passation des Marchés. Les principales observations issues de l'examen de cet appel d'offres sont présentées ci – après :

APPEL D'OFFRES POUR LA CONSTRUCTION DE HUIT SALLES DE CLASSES			
Date de publicité de l'appel d'offres			Non communiquée
Date limite de dépôt des offres			15 octobre 2009
Date d'ouverture des plis			19 octobre
Date d'attribution provisoire			Non spécifié
Date de notification			Non spécifié
Attributaires	GIE BOLOO LIGUEY	Lot N° 1 Bloc de 4 classes Ecole Franco Arabe Serigne Fallou Galass	15 118 558
	GIE BOLOO LIGUEY	Lot N° 2 Bloc de 4 classes Ecole Franco Arabe Ndiayène	15 118 558
Montant du marché en F CFA TTC pour			30 237 116
Ordre de service			19 octobre 2009 alors que le PV de dépouillement a été transmis au Préfet pour approbation le 9 novembre 2009
Non conformités		<p>L'avis d'appel d'offres ne comprend pas toutes les mentions requises au regard des dispositions de l'article 13 du CMP et n'est pas conforme au modèle préconisé par l'ARMP.</p> <p>L'examen du DAO a permis de constater que dans les critères d'évaluation, il est indiqué ce qui suit : « un historique de contentieux fréquents ou d'arbitrages prononcés contre le soumissionnaire ou l'un de ses partenaires peut résulter en sa disqualification ». Il s'agit d'un critère abusif et discriminatoire contraire au principe du libre accès à la commande publique (violation de l'article 17 du COA) et non conforme à l'article 43 du CMP relatif aux conditions à</p>	

	<p>remplir pour prendre part aux marchés.</p> <p>Nous constatons que l'ouverture des plis a été faite à une date autre que celle mentionnée dans l'avis d'appel d'offres et il n'y a pas de preuve formelle de l'information des soumissionnaires sur le report et de leur convocation à la nouvelle séance d'ouverture des plis.</p> <p>Le DAO dans son article 5 relatif à la garantie de soumission, ne précise pas la durée de validité de ladite garantie. Cette garantie de soumission n'a pas été déterminée par lot.</p> <p>Le procès verbal de dépouillement ne dresse pas la liste de toutes les entreprises qui ont retiré le DAO avant la liste des candidats ayant déposé une offre. Par ailleurs, ce procès verbal de dépouillement reprend toutes les opérations d'ouverture, d'évaluation et d'attribution plutôt que d'établir des PV distincts conformément aux dispositions des articles 67 – 4 du CMP et article 81 du CMP.</p> <p>Trois soumissionnaires ont été éliminés au motif qu'ils n'avaient pas produit les pièces administratives requises. Cette procédure consistant à exclure des soumissionnaires n'ayant pas fourni des pièces administratives au moment de l'évaluation n'est pas conforme à l'article 45 du CMP ;</p> <p>Ces pièces sont requises dans le délai imparti à l'autorité contractante pour prononcer l'attribution provisoire. L'examen du procès verbal de dépouillement ne permet pas de savoir quel soumissionnaire a fourni quelle pièce administrative d'autant plus qu'il ne comporte pas de tableau de vérification desdites pièces administratives.</p> <p>Le tableau de comparaison des offres techniques ne donne aucune indication sur le montant de l'attestation de capacité financière produite par les soumissionnaires.</p> <p>Le procès verbal de dépouillement mentionne que tout soumissionnaire devra remplir au moins 3 critères sur 5 ; ce qui n'est pas conforme aux dispositions du CMP en ce qui concerne les critères de qualification et les critères de conformité. En outre, il s'agit d'une nouvelle donnée non prévue dans le DAO et la mention OUI ou NON sur le tableau de comparaison ne renseigne pas sur la disponibilité</p>
--	--

	<p>du personnel et du matériel listé dans le DAO.</p> <p>Le PV mentionne le nom de l'Entreprise Massamba Dieng aussi bien dans le lot des soumissionnaires éliminés pour absence de garantie de soumission que dans le lot des entreprises retenues pour examen de leurs offres techniques et financières. L'examen des offres a permis de noter que c'est le montant de l'offre de TOUBA MATERIAUX qui a été affecté aux ETS MASSAMBA DIENG alors que le dossier présenté par TOUBA MATERIAUX ne comprend pas la quittance de paiement au Trésor du prix du DAO.</p> <p>En l'absence d'une vérification formelle du paiement du prix du DAO, il subsiste une incertitude sur la recevabilité de l'offre de Touba Matériaux.</p> <p>L'offre de EGB n'a pas été retrouvée et illustre encore une fois les carences dans la documentation des opérations de passation des marchés.</p> <p>Le contrôle physique de la construction de 4 salles de classes à l'école Franco Arabe Serigne Fallou Galass a permis de noter un retard de près de huit mois dans l'exécution desdits travaux sans qu'aucune pénalité de retard ne soit facturée à l'entreprise. Sous ce rapport il faut noter qu'aucune information sur l'exécution financière ne nous a été fournie et que par conséquent nous n'avons pas pu vérifier la cohérence des décaissements avec le niveau d'exécution physique qui se limite aux fondations, à l'élévation des murs et au chaînage haut.</p>
Recommandations	<p>L'avis d'appel d'offres doit préciser que le marché est conclu conformément aux dispositions du CMP, il indique les exigences en matière de qualification, le montant de la garantie de soumission, la durée de validité des offres ... L'avis d'appel d'offres doit aussi préciser que les offres sont ouvertes en présence des soumissionnaires ou de leurs représentants.</p> <p>Eviter d'insérer dans les Dossiers d'Appel à la Concurrence des clauses discriminatoires qui entravent le libre accès à la commande publique.</p> <p>Les garanties de soumission doivent être déterminées par lot et être délivrées par des organismes financiers dûment agréés par le MEF ;</p>

	<p>L'information des soumissionnaires doit être formalisée pour tout report des dates d'ouverture des plis ; sous ce rapport il convient également de transmettre le procès verbal d'ouverture aux dits soumissionnaires ;</p> <p>L'examen préliminaire des offres aux fins d'appréciation de leur recevabilité doit se faire avec la rigueur nécessaire sans favoritisme aucun ;</p> <p>Le classement des documents de passation des marchés doit être fait conformément aux instructions de l'ARMP ;</p> <p>Le suivi de l'exécution des travaux doit être une préoccupation du Maître d'Ouvrage assisté du SDUH de MBACKE qui assure les fonctions de Maître d'œuvre</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	<p>Pour le dossier d'appel d'offres concernant la construction de huit salles classes, c'est avec notre agent voyer, technicien en la matière que nous y avons travaillé en collaboration étroite avec le perceuteur municipal.</p>
Appréciation du Consultant	<p>Nous maintenons toutes les réserves et observations formulées dans notre rapport provisoire sur cette opération.</p>

4.2.3 MARCHES CONCLUS PAR ENTENTE DIRECTE

ACHAT DE MEDICAMENTS PAR ENTENTE DIRECTE NON AUTORISEE	
Attributaire	Pharmacie Régionale d'Approvisionnement
Montant du marché en F CFA TTC	32 773 193
Non conformités	<p>Deux bons de commandes N° 110 et N° 111 émis le 4 août 2009 de montants respectifs 17 188 193 F CFA et 15 585 000 F CFA ont été adressés à la PRA pour l'achat de médicaments et de produits d'hygiène pour le district sanitaire de Mbacké. Une demande d'autorisation de passer un marché par entente directe a été adressée à la date du 5 août 2009 à la DCMP. Le constat est que les bons de commande ont été émis avant la demande d'autorisation.</p>
Recommandations	<p>Obtenir de la PRA une facture pro forma ou établir un projet de marché, selon le cas et adresser une demande d'autorisation de passer un marché par entente directe à la DCMP en application de l'alinéa 1 b de l'article 76 du décret 2007 – 545 du 25 avril 2007 portant CMP et sur la base des arrêtés ministériels suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - N° 8402 MSAS/CAB/CTM4 du 24 juin 1970 fixant les modalités de l'approvisionnement pharmaceutique des services et formations sanitaires : - N° 10718/MSP/DPL du 15 décembre 2008 portant révision des listes nationales des médicaments et produits essentiels.
Commentaires de l'Autorité Contractante	<p>Compte tenu de notre niveau d'information sur le CMP en ce moment là, et avec la pression du district sanitaire de pouvoir disposer de médicaments pour pouvoir faire face à une épidémie de choléra à la veille du Magal, nous vous avons entretenu des correspondances que nous avons eues avec la DCMP (voir copie jointe).</p> <p>Nb : il faut cependant rappeler comme nous vous l'avions précisé que lesdits mandats n'ont pas encore été payés à la PRA.</p>

Appréciation Consultant	du Nous relevons que la date de la demande d'entente directe date du 05 août 2009, soit plus de 5 mois avant le Magal. Par ailleurs, la demande n'évoque pas la situation à l'origine de l'urgence (épidémie de choléra) signalée dans votre réponse. Nous maintenons les réserves et observations formulées dans notre rapport provisoire sur cette opération.
------------------------------------	---

4.2.4 MARCHES CONCLUS PAR DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE PRIX

DRP PORTANT SUR DES TRAVAUX D'ECLAIRAGE PUBLIC MODERNE ENTRE LA STATION TOUBA OIL ET L'ANCIEN STADE	
Date de saisine des fournisseurs	Non spécifié
Date limite de dépôt des offres	02/07/2009 03/08/2009
Date d'ouverture des plis	11/08/2009
Date d'attribution provisoire	11/08/2009
Attributaire	GENITEC
Montant du marché en F CFA TTC	12 280 300 d'après le PV de dépouillement et 10 000 000 d'après l'état d'exécution du PPM le contrat n'ayant pas été retrouvé.
Non conformités	<p>Les offres financières reçues des cinq soumissionnaires s'établissent comme suit :</p> <p>SYSKOM SERVICES.....51 255 000 F CFA TTC GERTEB.....50.315.000 F CFA TTC EGBER.....47 600 000 F CFA TTC CAR-TECH.....46 970 000 F CFA TTC GENITEC.....41 936 300 F CFA TTC</p> <p>La Commission des Marchés a néanmoins attribué ce marché à GENITEC pour un montant de 12 281 300 CFA d'après le procès verbal de dépouillement du 11 août 2009 qui invoque un rabais de 35 980 000 F CFA sur l'offre de 41 936 300 F CFA.</p> <p>Nos tests nous ont permis de constater qu'un rabais de 61,95 % équivalent à 25 980 000 F CFA a été consenti par l'entreprise GENITEC, attributaire du marché relatif aux travaux d'extension du réseau d'éclairage public de MBACKE (entre la station Touba Oil et l'ancien stade). Ce rabais a eu pour effet de ramener l'offre financière de GENITEC de 41 936 300 F CFA à 38 261 300 F CFA puis à 15 956 300 F CFA, montant qui reste supérieur à l'enveloppe budgétaire allouée à cette opération. Ces rabais successifs ont été effectués en violation des dispositions de l'article 69 du CMP qui interdit toute négociation sur les marchés de fournitures et de travaux et de l'article 9 du CMP relatif à l'existence de crédits budgétaires préalables. Ces ajustements de prix, qui ne constituent pas des offres rectificatives envoyées comme telles et dans les formes requises, ont été effectués par deux courriers transmis au Maire de la Commune de MBACKE le 6 juillet 2009 avant l'ouverture des plis. Ces courriers</p>

	<p>font tous les deux référence à un devis N° 021 / 09 dont le montant passe, comme indiqué ci – avant, de 41 936 300 F CFA à 38 261 300 F CFA d’une lettre à l’autre. Ce procédé participe, à notre avis, de manœuvres tendant à ramener l’offre du soumissionnaire à un niveau compatible avec l’enveloppe budgétaire de 10 000 000 F CFA qui figure dans le plan de passation des marchés et dans l’état d’exécution dudit PPM. Des informations privilégiées relatives au budget alloué au marché ont pu être fournies à GENITEC en violation des règles d’équité et de transparence. Le marché lui a été en définitive attribué pour 12 280 300 F CFA dépassant l’enveloppe budgétaire ci – avant mentionné si on se réfère au PV de dépouillement. Cependant dans l’état d’exécution du PPM qui nous a été transmis, le marché serait attribué pour 10 000 000 F CFA (les travaux ont été facturés 9 960 000 FCFA TTC suivant Bon de Commande n° 153 du 26/11/09 et PV de réception définitive du 04/12/2009).</p> <p>De nombreuses similitudes ont été notées sur les factures présentées par les cinq soumissionnaires à ce marché, qui laissent entrevoir une collusion entre les candidats (CAR – TECH, GENITEC, EGBER, GERTEB, SYSCOM SERVICES) ou l’établissement d’offres fictives établies par une même source ou des sources liées; en violation de l’article 29 du CMP.</p>
Recommandations	<p>Les acteurs de la passation des marchés de la Commune de MBACKE doivent veiller au respect des principes d’éthique et de transparence dans l’exercice de leurs missions comme ils s’y sont engagés en signant la Charte de Transparence et d’Ethique en matière de marchés publics. Il est inadmissible que des négociations se fassent avec un candidat GENITEC, en amont de l’ouverture des plis, pour favoriser la conclusion d’un contrat avec cette dernière manifestement déjà choisie et d’habiller ce processus en organisant une consultation restreinte à la suite de laquelle les offres reçues au regard de leurs similitudes sont soit le résultat d’une collision entre soumissionnaires, soit un simulacre de concurrence.</p>
Commentaires de l’Autorité Contractante	<p>C’est vrai que les travaux d’entretien du réseau d’éclairage ont été attribués à l’entreprise GENITEC mais c’est la suite d’une DRP adressée à plusieurs entreprises et c’est dans sa proposition d’offre que l’entreprise GENETEC a inclus le rabais que vous évoquez.</p>
Appréciation du Consultant	<p>Les 2 rabais successifs et la similitude observée sur les offres nous confortent dans nos réserves et observations sur cette opération.</p>

DRP RELATIVE AUX FOURNITURES SCOLAIRES	
Attributaire	NAIF SLEILATY
Montant du marché en F CFA TTC	9 396 068 d'après les bordereaux de réception
Non conformités	<p>Les offres financières reçues des cinq soumissionnaires s'établissent comme suit (prix unitaires) :</p> <p>NAIF Sleilaty4 838 F CFA TTC</p> <p>Bassirou KA..... 4 720 F CFA TTC</p> <p>GIE Cayor.....4 998 F CFA TTC</p> <p>Mamadou SARR.....4 661 F CFA TTC</p> <p>Serigne NDAO.....4 767 F CFA TTC</p> <p>Les achats ont été effectués auprès du quatrième moins disant en raison, d'après le Secrétaire Municipal, de la défaillance des trois premiers soumissionnaires qui n'auraient pas pu livrer. Le dossier qui nous a été présenté ne comprenait ni bon de commande aux supposés défaillants, ni lettre de relance ou de mise en demeure, ni contrats et a fortiori de lettres de résiliation pour justifier la substitution d'entreprise dont les modalités sont régies par l'article 133 du CMP.</p>
Recommandations	Se conformer aux dispositions des articles 69 et 133 du CMP.
Commentaires de l'Autorité Contractante	Pour l'achat des fournitures scolaires, nous vous envoyons les lettres de désistement des soumissionnaires qu'ils avaient déjà faites et que nous avons déposées au niveau du Trésor pour les fonds de dossier qui sont envoyés à la Cour des Comptes.
Appréciation du Consultant	Nous accusons réception des lettres de désistement jointes à votre réponse. Toutefois, nous n'avons pas trace de la procédure de résiliation. En outre, le surcoût sur le marché signé avec le 4 ^{ème} moins disant aurait dû lui être facturé.

ACHATS DE TICKETS DE PERCEPTION	
Date limite de dépôt des plis	Néant
Date d'ouverture des offres	Néant
Offres reçues	Non indiqué
Attributaire	Abdoul Aziz NIANG
Montant TTC	12 500 000 FCFA
Non conformités	Le dossier de passation des marchés ne comprend qu'un procès verbal de réception (réf : 00016/MEF/DGCPT/TPR/DL/P.MB daté du 07/01/2009) qui atteste de la réception de 980 carnets livrés à la commune. Il ne comporte aucun document de consultation attestant de la mise en œuvre d'une procédure concurrentielle pour sélectionner le prestataire ni de contrat
Recommandations	Se conformer aux dispositions du CMP qui interdisent l'entente directe pour ce type de prestations.
Commentaires de l'Autorité Contractante	Pour l'achat des tickets de perception, nous vous avons précisé que lesdits mandats n'ont pas encore été payés.
Appréciation du Consultant	Nos observations mentionnent qu'aucun document relatif à la passation du marché ne nous a été soumis, et votre réponse n'apporte pas de précision à cet effet.

ENTRETIEN DU RESEAU D'ECLAIRAGE	
Date limite de dépôt des plis	Néant
Date d'ouverture des offres	Néant
Offres reçues	Non indiqué
Attributaire	GIE NIANY
Montant TTC	15 000 000 FCFA
Non conformités	Le dossier de passation des marchés ne comprend qu'un procès verbal de réception (N° 3 du 25/01/2009, un Bon de commande n° 4 du 20/01/09 et une facture portant n° 15 du 16/01/2009 d'un montant total réceptionné d'une valeur de 9 999 986 FCFA TTC). Il ne comporte aucun document de consultation attestant de la mise en œuvre d'une procédure concurrentielle pour sélectionner le prestataire.
Recommandations	Se conformer aux dispositions du CMP qui interdisent l'entente directe pour ce type de prestations.
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

ANNEXE 1. LETTRE DE TRANSMISSION DU RAPPORT PROVISOIRE

BSC
BUSINESS SYSTEM
CONSULTING GROUP
(Conseil - Audit - Expertise)

12, Rue Saint Michel BP 11 616 Dakar Tél (22) 33 821 41 72 Fax (221) 33 822 95 03 E mail bsc@arc.sn

Dakar, le 30 décembre 2010

Monsieur le Maire
de la Commune de
Mbacké

Objet : Transmission du Rapport Provisoire de la mission de revue indépendante de la conformité de la passation des marchés des autorités contractantes au titre de la gestion 2009

Monsieur le Maire,

Nous vous prions de trouver ci – joint, pour examen et observations, la version provisoire du rapport de la mission en objet.

Vous voudrez bien nous faire parvenir vos commentaires et observations au plus tard dans les quinze jours suivant réception de la présente pour nous permettre de finaliser le rapport.

Nous demeurons à votre disposition pour toute information complémentaire et vous prions d'agréer, **Monsieur le Maire**, l'expression de notre parfaite considération.



B. S. C.
Business System Consulting Group
12, Rue du Docteur THEZE
Tél: 821 41 72 - Fax: 822 95 03
BP: 11616 - Dakar SENEGAL
Email: bsc@arc.sn

Ibra Guèye
Associé

ANNEXE 2. REPONSES DE L'AUTORITE CONTRACTANTE

Mbacké, le 11 Mars 2011

LE MAIRE

Sujet : Commentaire et Observation sur rapport provisoire

A la suite de la réception de votre rapport provisoire nous venons vous fournir les informations ci-après dont certaines vous ont d'ailleurs été déjà avancées.

1) Achat de médicaments par entente directe

Compte tenu de notre niveau d'information du CMP en ce moment là, et avec la pression du district sanitaire de vouloir disposer de médicaments pour pouvoir faire face à l'épidémie de cholera à la veille du Magal, nous vous avons entretenu des responsables que nous avons eu avec la DCMP (voir copie jointe).

2) Il faut cependant rappeler, comme nous vous l'avions précisé que les dits mandats n'ont pas encore été payés à la PRA.

3) Pour l'achat des tickets de Perception, nous vous avons dit que l'ensemble des dossiers a été déposé au trésor qui a envoyée les pièces à la Cour des Comptes.

4) C'est vrai que les travaux d'entretien du réseau d'éclairage ont été attribués à l'entreprise GENITEC mais c'est à la suite d'une DRP adressée à plusieurs entreprises et c'est dans sa proposition d'offres que l'entreprise GENITEC a inclus le rabais que vous proposez.

5) Pour l'achat des fournitures scolaires, nous vous envoyons les lettres de désistement des soumissionnaires qu'ils avaient déjà faites et que nous avons déposées au niveau du trésor pour les fonds de dossier qui sont envoyés à la cour des Comptes.

6) Pour le dossier d'appel d'offres concernant la construction des huit salles de classes c'est avec notre agent voyer, technicien en la matière que nous y avons travaillé en collaboration avec le Percepteur Municipal.

Monsieur Ibra GUEYE
Associé B.S.C